

Info Marne

« Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : le 1er mai est à nous !	1
Reims - Transports urbains : Alarme sociale	2
Sainte-Ménéhould - Albéa : Salaires, conditions de travail, emploi, la CGT dépose un préavis de grève.....	2
Couvrot- Calcia : la CGT saisit la justice	2
Champagne : l'Intersyndicat CGT conforté par les Unions Départementales du grand Est	3
Vitry-le-François : Journée de la santé et de la sécurité au travail	3
Le patronat est majoritairement responsable de la fraude sociale en France.....	3
Vitry-le-François : Campagne sur la hausse du coût du carburant.....	4
L'imposture sociale de l'extrême-droite : Mise à jour.....	4
On est la CGT ! 130 ans après.....	5

Édito : le 1er mai est à nous !

Par nos alertes syndicales permanentes et nos mobilisations aux moments cruciaux, nous avons gagné une première victoire avec l'enterrement de la proposition de loi Attal qui aurait permis de faire travailler des millions de salariés le 1er mai (grande distribution, établissements culturels, industrie agro-alimentaire, commerces de bouche, jardineries et animaleries...).

Cependant, il s'agit d'une victoire extrêmement fragile, en témoigne le projet de loi déposé finalement par le Premier ministre. Rien n'est donc encore joué.

Il faut donc pour conforter cette première victoire, faire du 1er mai 2026 un temps fort pour les luttes et les conquêtes sociales.

Nous voulons des mesures d'urgence contre la vie chère, des augmentations de salaires et des pensions pour toutes et tous, ainsi que le blocage du prix des carburants pour mettre fin à la spéculation des grands groupes pétroliers.

Nous voulons l'arrêt des guerres et une paix juste et durable, dans le respect du droit international, au moment où les populations d'Ukraine, d'Iran, du Liban, de Palestine ou du Soudan, confrontées à des guerres sans fin, sont écrasées sous les bombes.

Nous voulons l'égalité, la liberté et la fraternité, face au poison de la division alimentée par l'extrême-droite, qui affaiblit les travailleurs et banalise le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes d'exclusion.

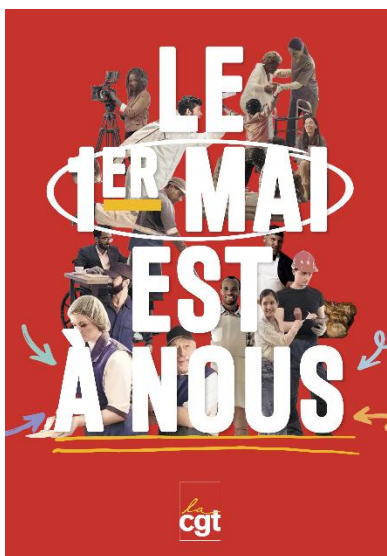
Mobilisons-nous massivement ce 1er mai 2026. [Continuons à signer la pétition « Non au passage en force sur le 1er mai »](#) qui a déjà recueilli plus de 100 000 signatures.

Marc CHAUVELOT, Membre de la CE UD - Commission Communication



1er mai 2026
#145

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



SCANNEZ
le QR code pour
télécharger
l'application de
l'UD CGT 51



1ER MAI
JOURNÉE INTERNATIONALE
DES TRAVAILLEURS

**SALARIÉ-ES, RETRAITÉ-ES, JEUNES :
TOUTES ET TOUS MOBILISÉS !**

DANS LA MARNE

LIEUX DE RASSEMBLEMENT - 10H

- REIMS - 10H
15 bd de la Paix
- ÉPERNAY - 10H
Mairie, avenue de Champagne
- CHÂLONS - 10H
1 place de Verdun
- VITRY-LE-FRANCOIS - 11H
Place d'Armes

**DÉPART DE LA
MANIFESTATION - 10H**

POUR :

- L'augmentation des salaires et des pensions
- La défense de l'emploi
- Des services publics forts et accessibles
- De meilleures conditions de travail

**LE 1er MAI,
ON SE MOBILISE !**

**ENSEMBLE,
FAISONS-NOUS
ENTENDRE !**

CGT - Union Départementale de la Marne

Reims - Transports urbains :

Alarme sociale



La CGT de Transdev Grand Reims s'apprête à déclencher une alarme sociale suite à l'agression d'un agent médiateur des transports urbains le jeudi 23 avril, alors qu'il intervenait sur le terrain face à un groupe violent après une rixe dans un bus. Le salarié a reçu un coup à la tête et a été accompagné aux urgences par les pompiers.

La CGT dénonce le manque de réactivité de la part de la direction en ce qui concerne la sécurité des salariés et des usagers. Elle pointe la responsabilité de Grand Reims à qui elle demande un financement renforcé des moyens de sécurisation. Elle conteste l'organisation actuelle qui privilégie le contrôle des titres de transport au détriment des demandes d'intervention et réclame la mise en place d'une police des transports.

Si ses revendications concernant la sécurisation n'étaient pas entendues dans le cadre de l'alarme sociale, la CGT n'exclut pas de déposer un préavis de grève ([lire l'article d'ici](#))

Sainte-Ménehould – Albéa :

Salaires, conditions de travail, emploi, la CGT dépose un préavis de grève

La CGT d'Albéa Tubes (fabriquant d'emballages cosmétiques) conteste la remise en cause des acquis par la direction, comme ceux contenus dans l'Accord 5x8 portant sur l'organisation du temps de travail qui vient d'être remplacé par une organisation en 3x8.

Par ailleurs, la CGT a chiffré la perte de pouvoir d'achat cumulée depuis 5 ans à 7 % et revendique un rattrapage, dans un contexte de hausse inédite des prix du carburant.

La CGT se bat aussi pour améliorer la situation de l'emploi alors que l'entreprise qui compte 90 postes d'intérim en équivalent temps plein (ETP), aucune embauche d'intérimaire formé au poste de travail n'a été réalisée.

Pour toutes ces raisons, la CGT d'Albéa a déposé un préavis de grève du lundi 27 avril 13 heures au lundi 1^{er} juin 2026 à 5 heures.

([Lire le tract de la Fédération de la chimie](#)) ([lire le tract de la CGT Albéa](#))

Couvrot- Calcia :

La CGT saisit la justice



À la cimenterie Heidelberg Materials Calcia de Couvrot, la direction se croit-elle au-dessus des lois ? Elle a décidé de supprimer unilatéralement un acquis contenu dans un accord d'entreprise obtenu par la lutte en 2019, à savoir une majoration de 35 % sur la troisième semaine de congés estivaux.

La direction considère que l'accord ne serait qu'une « décision unilatérale » sur laquelle elle pourrait revenir comme bon lui semble. Elle a annoncé par une note remise à chaque salarié que la disposition serait supprimée à compter du 27 avril 2027.

La CGT de Calcia a décidé de saisir le tribunal judiciaire afin de faire confirmer le caractère collectif de cet accord, de contester la procédure engagée par la direction et de défendre le droit des salariés.

Un accord collectif est un engagement fort, c'est une loi que les parties se donnent à elles-mêmes et qu'on ne peut transgresser sans enfreindre le droit.

([Lire le tract](#))

Champagne : L'intersyndicat CGT du Champagne conforté par les 10 Unions Départementales du grand Est

Lors du CCN (Comité Confédéral National) de la CGT du 28 avril 2026 à Montreuil, Ghislain BRIDE, Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT de la Marne s'est exprimé au nom de l'UD et Laurent FEISTHAUER au nom des dix UD de la région Grand Est, à l'occasion des débats sur l'imposture sociale de l'extrême-droite.

Ils ont réitéré le soutien sans faille apporté à l'Intersyndicat du champagne victime d'accusations calomnieuses visant à faire taire les débats contradictoires au sein de sa fédération. La réalité de la menace que fait peser l'extrême-droite est trop sérieuse pour être galvaudée à travers des accusations sans fondement. ([Lire la déclaration de Ghislain BRIDE](#)) ([Lire la déclaration du CRGE](#))

Vitry-le-François : Journée de la santé et de la sécurité au travail

Dans le cadre de la journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail du 28 avril, la CGT du Pays Vitryat a lancé une campagne intitulée « opération 700 ».

Son objectif, les salariés sur une réalité trop souvent invisibilisée, celle des morts liées au travail. Le chiffre de 700 (764 en 2024) correspond aux accidents de travail mortels reconnus officiellement par la sécurité sociale, mais si l'on intègre les accidents de trajet et les maladies professionnelles, on atteint 1 297 morts au travail, soit plus de 3 morts par jour !

La campagne s'est déployée directement dans les entreprises du territoire avec une première affiche énigmatique autour du chiffre 700. Dans un second temps, une réponse a été apportée via une nouvelle

700 MORTS AU TRAVAIL ?
NON, LA RÉALITÉ EST BIEN PIRE.

CE QUE DIT L'AFFICHE

- On parle de 700 morts au travail par an.
- C'est un chiffre officiel.
- Il correspond aux accidents du travail reconnus.

→ TOTAL : 1 297 morts liés au travail
(accidents du travail, trajets domicile-travail et maladies professionnelles)

POURQUOI CET ÉCART ?

- Les trajets 🚗 ne sont pas comptés dans les accidents du travail
- Les maladies professionnelles ⚠️ sont souvent sous-reconnues
- Beaucoup de situations passent sous les radars

→ Résultat : on minimise la réalité.

CE QUE ÇA VEUT DIRE

- Le travail peut tuer ☠️
- Pas seulement dans les accidents visibles, mais aussi dans l'usure, la pression, les conditions de travail.
- Derrière chaque chiffre : une vie, une famille.

ET PENDANT CE TEMPS...

- Les conditions de travail se dégradent
- La pression augmente
- Les logiques de rentabilité passent avant la santé
- Et certains veulent banaliser le travail le 28 mai.

NOTRE MESSAGE

700 morts, c'est déjà inacceptable.
→ 1 297 morts, c'est la réalité.

cg
UNION LOCALE
DU PAYS VITRYAT

affiche, diffusée sur les panneaux syndicaux et les réseaux sociaux.

Ce mode de communication en deux temps a permis de susciter des échanges avec les salariés dans plusieurs entreprises, en partant d'un chiffre marquant pour ouvrir la discussion sur les conditions de travail et leurs conséquences. Les retours montrent que ces questions restent très concrètes pour les salariés du territoire. Dans un bassin marqué par une forte présence industrielle, les problématiques de pénibilité, de risques professionnels et de pression au travail sont bien réelles.

Au-delà de la question de la sécurité immédiate, les salariés expriment également des inquiétudes liées à l'usure professionnelle, aux maladies liées au travail et à la dégradation globale des conditions de travail.

Cette campagne s'inscrit dans une démarche plus large de l'UL visant à remettre la santé et la sécurité au travail au cœur des revendications, en lien direct avec la réalité vécue par les salariés. Elle a permis de rappeler que derrière les chiffres, ce sont des vies humaines qui sont en jeu.

Le patronat est majoritairement responsable de la fraude sociale en France



Selon le Haut Conseil pour le Financement de la Protection Sociale (HCFPS), la fraude sociale en France est estimée à 14 milliards d'euros en 2025, contre 80 à 120 milliards d'euros pour la fraude fiscale. Le rapport rappelle aussi que « la majeure partie de la fraude sociale provient du travail dissimulé [...] la part imputable est de 52 % pour les entreprises et travailleurs indépendants. » a confirmé l'institution.

Ce rapport démonte totalement la version de la Macronie et de l'extrême-droite qui pointe du doigt les bénéficiaires du RSA, ainsi que les chômeurs qui seraient « selon eux » responsables de cette fraude sociale. La réalité est tout autre, ce sont bien les patrons qui fraudent le plus en France. De plus, il est estimé que « le non-recours aux droits est estimé à 34 % pour le Revenu de Solidarité Active (RSA) et à 50 % pour l'allocation de solidarité aux personnes âgées. ».([Lire la note annuelle de suivi et d'évaluation des fraudes sociales](#))

Vitry-le-François :

Campagne sur la hausse du coût du carburant

L'Union Locale CGT du Pays Vitryat a lancé une campagne sur la hausse du coût du carburant. Le constat est simple : dans un territoire rural comme celui-ci, les salariés n'ont pas d'autre alternative que d'utiliser leur véhicule personnel pour se rendre au travail. La hausse du prix des carburants a donc un impact significatif sur leur pouvoir d'achat.

Afin de rendre visible cette réalité, une affiche a été diffusée dans les entreprises, mettant en avant l'augmentation du prix du carburant et ses conséquences concrètes pour les salariés (coût mensuel et annuel supplémentaire pour les déplacements domicile-travail). L'objectif était double, sensibiliser les salariés sur un sujet concret du quotidien et porter une revendication claire : la mise en place d'une indemnité transport ou d'un dispositif de compensation durable.

Suite à cette diffusion, la revendication a été reprise dans plusieurs entreprises du territoire et portée dans les instances représentatives du personnel.

Premiers retours dans les entreprises :

- ▶ **ALFAFLEX** : mise en place d'une prime transport exceptionnelle de 100 € net.

Cette décision confirme que la problématique est reconnue par l'employeur. Toutefois, le caractère ponctuel de la mesure ne répond pas à la nécessité d'une solution durable.

- ▶ **TRICOFLEX** : la revendication a été reprise par une autre organisation syndicale et portée auprès de la direction. À ce stade, la direction a refusé la mise en place d'un dispositif de compensation.

- ▶ **MPTV** : la revendication est en cours de discussion, aucune décision arrêtée à ce jour.

Dans d'autres entreprises (Heidelberg, Edilians, JST, Arcelor Mittal, etc.), la situation est en cours d'évaluation.

Cette campagne a permis de mettre en lumière une problématique largement partagée par les salariés. Elle a également contribué à installer la question du coût des déplacements dans les débats en entreprise. Le fait que certaines directions apportent une première réponse, même partielle, démontre que le sujet est légitime. Cependant, les réponses apportées restent hétérogènes et souvent insuffisantes. Elles ne permettent pas, à ce stade, de compenser durablement l'impact de la hausse des carburants sur les salariés.

L'UL CGT du Pays Vitryat entend poursuivre sa campagne afin de généraliser la prise en charge des déplacements.

L'imposture sociale de l'extrême-droite : Mise à jour

L'extrême-droite détourne la colère sociale sans remettre en cause le capital, elle progresse dans un contexte de crise sociale, économique et démocratique. Elle exploite la colère populaire née des politiques néolibérales et des reculs sociaux :



- ▶ elle refuse d'augmenter les salaires, s'oppose aux droits sociaux et soutient les intérêts du patronat.
- ▶ elle favorise la baisse des cotisations sociales patronales, les exonérations fiscales pour les entreprises et la remise en cause du financement solidaire de la Sécurité sociale.
- ▶ elle s'attaque aux droits de manifester et de grève, l'objectif étant d'affaiblir les syndicats, de casser la lutte des classes et d'imposer un « dialogue social » contrôlé.

- ▶ elle utilise la division comme moteur politique pour opposer les salariés et les populations entre elles, les Français aux étrangers, les salariés aux chômeurs et le secteur public au privé.
- ▶ elle défend un modèle patriarcal et réactionnaire, le retour des femmes au foyer et leur assignation à des tâches domestiques.
- ▶ derrière un discours parfois adouci envers LGBTQIA+, elle vote contre leurs droits et banalise les discriminations.
- ▶ elle remet en cause les services publics et leurs moyens et prône des politiques sécuritaires et autoritaires.

[Vous pouvez télécharger les 10 fiches mises à jour et détaillées](#)

On est la CGT !

130 ans après

À voir le dimanche 3 mai à 23H sur France 5 ou en replay sur France.tv.fr, le beau documentaire de Gilles PERRET et Marion RICHOUX sur celles et ceux qui font la CGT aujourd'hui.

Luttes pour l'emploi, l'environnement, pour la santé, les services publics, contre les discriminations syndicales... On suit des militants et militantes dans leurs batailles au quotidien, sur le sens de leur engagement, leur façon de poursuivre les idéaux de solidarité et de transformation sociale de la CGT pour lesquels la CGT se bat depuis plus d'un siècle.

